

*Questions orales*

**M. Horner:** Mes collaborateurs sont à Windsor pour s'entretenir avec les dirigeants de Chrysler cette semaine. Je crois savoir que Chrysler doit fermer une fabrique désuète de camions. La société a consacré depuis deux ans la somme de 43 millions à la rénovation de sa nouvelle fabrique de camions. Elle espère qu'il n'y aura aucune perte d'emplois et qu'elle sera en mesure d'engager les travailleurs de l'ancienne fabrique pour travailler dans la nouvelle.

[Français]

LA GENERAL MOTORS—POSSIBILITÉ D'ÉTABLIR UNE FONDERIE AU CANADA—LA POSITION DU MINISTRE

**M. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse également au ministre de l'Industrie et du Commerce. En vertu de l'Accord sur l'automobile, le ministre reconnaîtra que notre pays est aux prises avec un déficit sans cesse croissant dans le domaine des pièces d'automobiles, mais à la lumière de certaines informations, il semble que la société General Motors serait fort intéressée à l'établissement d'une fonderie importante au Canada. Le ministre est-il en mesure de dire à la Chambre s'il a eu des négociations personnelles avec les dirigeants de cette société à l'effet qu'une fonderie soit construite au Canada dans un bref délai?

● (1422)

[Traduction]

**L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, je l'ai déjà dit à maintes reprises à la Chambre, nous sommes en pourparlers avec les trois principaux fabricants d'automobiles. Ils envisagent de construire une fonderie comme celle à laquelle le député fait allusion. Si j'en parlais maintenant, je risquerais d'entraver le bon déroulement des négociations. Je sais que le député veut que celles-ci aboutissent, mais je ferais plus de tort que de bien en faisant des révélations publiques à ce sujet.

[Français]

**M. La Salle:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre responsable de ces négociations si, quand même, il est possible de voir l'établissement au Canada d'une fonderie importante de la General Motors, ce dont nous nous réjouissons, et serait-il en mesure de dire s'il a recommandé certains emplacements particuliers à cet effet? Dans l'affirmative, pourrait-il dire à quel endroit cette fonderie pourrait être établie au Canada?

[Traduction]

**M. Horner:** Monsieur l'Orateur, il y a bien des possibilités pour le choix d'un emplacement. Cette décision non plus ne relève pas du gouvernement. Nous avons soumis les différentes possibilités à la société General Motors. Nous attendons sa réponse.

L'ANNONCE DE LA FERMETURE D'UNE USINE DE CHRYSLER À WINDSOR—L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE CHÔMEURS

**M. John Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Ce matin, à 11 h 30, la société Chrysler a annoncé aux autorités de la ville de Windsor qu'elle fermerait son usine de montage de camions au mois de juillet, ce qui entraînera la mise à pied de 800 travailleurs de la région. Quand le ministre a-t-il entendu dire pour la première fois que cette usine allait peut-être fermer, y a-t-il eu des discussions à ce sujet entre ses

[M. Kemping.]

services et les représentants de la société Chrysler et que compte-t-il faire pour essayer d'en empêcher la fermeture?

**L'hon. Jack H. Horner (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Je le répète, monsieur l'Orateur, mes collaborateurs ont passé toute la semaine à Windsor à discuter des espoirs et des prévisions de la société Chrysler pour cette usine de montage de camions. Il n'appartient pas à mes collaborateurs de dire que l'usine est désuète et qu'elle doit être entièrement modernisée ni qu'une nouvelle usine ne remplacera pas l'ancienne. Encore une fois, la société Chrysler a consacré 43 millions de dollars à la construction d'une nouvelle usine de montage de camions et elle espère pouvoir y transférer les travailleurs qui seront licenciés de l'ancienne usine.

**M. Rodriguez:** Comme la nouvelle usine fonctionne déjà presque à plein rendement, elle ne pourra accueillir 800 autres employés. La société Chrysler Corporation construit actuellement une nouvelle usine à Jefferson aux États-Unis pour remplacer la vieille usine de fabrication de camions. Compte tenu du fait que le gouvernement a, en 1975, effacé une dette de 17.5 millions de dollars de cette société qui avait manqué à son engagement de fabriquer des camions au Canada conformément à l'Accord sur l'automobile, quelles mesures le gouvernement entend-il prendre pour protéger ces 800 emplois et pour s'assurer que la société Chrysler ne manquera pas de nouveau à ses engagements, elle qui a reçu 17.5 millions de dollars en cadeau des contribuables canadiens?

**M. Horner:** Cela me fait sourire de voir le député proposer le «recours à la force» pour forcer la société Chrysler. Nous vivons dans une société libre. Nous pouvons encourager la société Chrysler, mais non la forcer. Je l'ai répété à maintes reprises, je ne suis pas particulièrement favorable à l'abolition de l'Accord sur l'automobile. Encore une fois, les travailleurs mis à pied sont censés toucher 90 p. 100 de leur salaire. Nous devons attendre de voir si la Chrysler pourra réintégrer ces travailleurs dans une nouvelle usine. Ils n'ont été mis à pied que temporairement, et ils toucheront 90 p. 100 de leur salaire.

**M. Rodriguez:** Chaque fois qu'un député de ce côté-ci de la Chambre demande au gouvernement de prendre des mesures à l'avantage des Canadiens, on nous accuse de préconiser le recours à la coercition. Par contre, lorsqu'une société annonce soudainement des mises à pieds, on ne l'accuse pas de vouloir nous forcer la main, même si elle exerce un chantage en se servant des travailleurs comme otages. Voilà qui est tout à fait sans cœur de la part du gouvernement. Selon certaines rumeurs qui circulent actuellement à Windsor, du genre de celles qui ont précédé la nouvelle d'aujourd'hui, la société Chrysler fermerait bientôt son usine d'automobiles à six cylindres dans cette ville.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre, de façon précise, quel genre de consultations il a engagées avec la compagnie? Se tient-il au courant des projets de celle-ci? Son ministère a-t-il autorisé de nouvelles fermetures, ou a-t-il été mis au courant d'autres projets de fermeture chez Chrysler? Le ministre va-t-il se contenter de se croiser les bras et de nous prendre pour des imbéciles?

**M. Horner:** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention de démentir toutes les rumeurs concernant des fermetures d'usines. J'aimerais ajouter à ce que j'ai déjà dit que la vieille usine qu'on s'apprête à fermer sera presque entièrement rénovée et